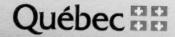
Plan d'action régional de Laval Année 3

Le plan d'action annuel d'Emploi-Québec

Services publics d'emploi



Plan d'action régional 20**04** - 20**07** Année 3

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LAVAL

LE 2 FÉVRIER 2006

Y a plein d'emplois à Laval J'ai ma place Je passe à l'action



Québec #1

Coordination: Les membres du Comité du plan d'action régional du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Laval: Monique Sauvé, présidente François Allard Line Paquette Daniel Champagne Serge Tétreault Mischel Cournover, directeur régional d'Emploi-Québec

Production: Emploi-Québec Laval

Réalisation : Direction du partenariat et des opérations régionales

Collaboration:

Secteur Duest: CLE de Chomedey-Sainte-Dorothée et CLE de Sainte-Rose Secteur Est: CLE de Laval-des-Rapides et CLE de Saint-Vincent-de-Paul Direction des services aux entreprises

Graphisme: Gendron communication

N.B. Afin d'allèger la lecture de ce document, la forme masculine englobe le féminin.

Version électronique du Plan d'action régional disponible à l'adresse suivante : www.emploiquebec.net

Table des matières

LE MOT DE LA PRESIDENTE	
1 - LA PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION RÉGIONAL	
2 - LA SITUATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE LAVAL	
3 - NOS OBJECTIFS EN MATIÈRE DE MAIN-D'ŒUVRE ET D'EMPLOI EN 2006-2007	1
4 – LE BUDGET D'INTERVENTION RÉGIONAL Le budget initial d'intervention 2006-2007 La répartition de l'investissement budgétaire	15
pour les mesures d'aide à l'emploi La répartition du budget d'intervention par unité administrative	10
LES FACTEURS DE CONTINGENCE	18
LES ANNEXES	15
L'ANNEXE 1 – Les secteurs d'activité économique repérés à des fins d'intervention auprès des entreprises à Laval	20
L'ANNEXE 2 – La répartition des cibles initiales de résultats par unité administrative	2
L'ANNEXE 3 – La répartition du budget initial d'intervention par unité administrative	2

Le mot de la présidente

C'est avec une grande fierté que nous vous présentons notre plan d'action régional 2004-2007. Cette troisième et dernière année du Plan s'inscrit en continuité dans les stratégies déjà expérimentées au cours des deux années antérieures qui se sont avérées gagnantes, puisque Emploi-Québec Laval a atteint, voire dépassé dans plusieurs cas, toutes ses cibles de résultats.

Ce succès témoigne des efforts du personnel d'Emploi-Québec et de l'engagement des partenaires des milieux patronaux, syndicaux, communautaires et de la formation. En effet, encore cette année, nous avons tenu une consultation très fructueuse auprès des partenaires et les principales pistes de solutions exprimées ont été intégrées à notre plan. Nous tenons à les remercier pour leur grande contribution.

Emploi-Québec espère poursuivre dans la même foulée ces actions contribuant au développement de la main-d'œuvre et de l'emploi dans la région de Laval. Toutefois, à l'heure où le Conseil régional des partenaires du marché du travail a approuvé ce plan, les budgets n'étaient toujours pas connus; le Plan a été approuvé sous l'hypothèse d'une enveloppe constante. Le Conseil réserve donc ses commentaires en fonction des budgets qui demeurent à confirmer.

Laval, le 14 février 2006

Monique Sauvé

PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES

DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LAVAL

1 La présentation du Plan d'action régional

Le Plan d'action régional 2004-2007 année 3 d'Emploi-Québec Laval représente la dernière année d'une planification stratégique triennale. La version 2006-2007 reprend en compte les stratégies des plans d'action antérieurs tout en actualisant certaines actions en fonction de son contexte organisationnel et des particularités de son marché du travail.

En effet, la nouvelle agence Emploi-Québec relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Elle est issue de l'intégration administrative de l'agence du même nom et de l'agence de la Sécurité du revenu. Elle assume à ce titre la responsabilité de la gestion du service public d'emploi (mesures et services d'emploi aux individus et aux entreprises) et des services de solidarité sociale (aide à l'insertion sociale et socioprofessionnelle des personnes et aide financière de dernier recours).

La gestion désormais unifiée des services d'emploi aux individus et aux entreprises et des services de solidarité sociale devrait permettre de tirer un meilleur parti des ressources disponibles pour l'intégration en emploi des prestataires de l'aide de dernier recours et des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi en assurant un continuum des services orientés vers l'emploi, une meilleure articulation des interventions en matière d'emploi et de solidarité sociale et une réponse plus satisfaisante et mieux adaptée aux besoins de la clientéle.

Conformément à la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail, le présent document doit être approuvé par le Conseil régional des partenaires du marché du travail, puis par la Commission des partenaires du marché du travail et par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Emploi-Québec Laval investira encore cette année environ 22 M\$ pour aider la population lavalloise à intégrer le marché du travail, et ce, dans un contexte économique favorable à l'emploi.

Pour atteindre ses objectifs, Emploi-Québec s'associera avec les autres partenaires du marché du travail de son territoire, mais principalement avec les ressources communautaires en employabilité avec lesquelles elle agira en complémentarité de service afin d'intégrer en emploi le plus grand nombre possible de Lavallois.

2 La Situation sur le marché du travail de Laval

La création d'emplois sera encore au rendez-vous pour la période de prévisions de 2005-2009

Les prévisions d'emplois à Laval demeurent positives pour la période de 2005 à 2009. Le taux de croissance annuel moyen sera de 1,6%, soit tout près de 15100 nouveaux emplois.

Le nombre de personnes occupées à Laval continuera de croître jusqu'en 2009, pour atteindre un sommet de 195 900 personnes en emploi. La population active sera également en hausse pour atteindre tout près de 211 500 personnes, soit une croissance annuelle moyenne de 1,4%.

Le taux de chômage devrait reculer jusqu'en 2009, pour se stabiliser autour de 7,4%.

Une croissance plus importante des emplois dans les services

Les services occupent près de 75% de la main-d'œuvre dans la région de Laval. Ces derniers continueront à croître plus rapidement que la moyenne régionale, en particulier dans les secteurs du commerce, des services professionnels, scientifiques et techniques, des soins de santé et d'assistance sociale.

Bien que dans l'ensemble le secteur manufacturier ne sera pas le moteur de la croissance de l'emploi pour les prochaines années, certains secteurs connaîtront une croissance supérieure à la moyenne régionale. Il s'agit des secteurs de la fabrication des aliments, des produits informatiques et électroniques et du matériel de transport.

Le secteur de la construction - après des années records entre 2002 et 2005 - verra son nombre d'emplois reculer à partir de 2006, en raison du ralentissement des activités prévues dans tous les secteurs (résidentiel, commercial et industriel).

Des difficultés à recruter qui persistent

Dans ce contexte favorable au développement de l'emploi, plusieurs entreprises éprouvent toujours des difficultés à recruter du personnel.

Selon les enquêtes menées auprès des entreprises lavalloises, ces difficultés sont attribuables davantage au manque de qualification ou d'expérience des candidats pour les professions des niveaux de compétence professionnel et technique alors que les difficultés tiennent plus aux conditions de travail non concurrentielles et au manque de candidats ayant les qualités personnelles pour les professions dans les niveaux de compétence intermédiaire et élémentaire. D'ailleurs, les difficultés liées aux compétences personnelles touchent l'ensemble des professions.

La croissance de la population de la région de Laval contribue toujours au développement économique

La population lavalloise a continué de croître plus rapidement que l'ensemble du Québec entre 1996 et 2001. Elle est passée de 330 393 à 343 005, soit une progression de 3,8 %. Cette augmentation demeure favorable à la croissance de l'emploi et de l'économie. Les secteurs des services, particulièrement le commerce, la restauration et les loisirs, profiteront de cette croissance.

La région de Laval n'est pas épargnée par la tendance au vieillissement de la population. Ce phénomène s'observe déjà dans plusieurs secteurs d'activité. Cependant, selon le nouveau scénario de l'Institut de la statistique du Québec, la population lavalloise en âge de travailler (15 à 64 ans) devrait décliner dès 2015.

La région dispose de bassins de main-d'œuvre disponibles importants

Bien que la région de Laval présente l'un des taux de prestation de l'assistanceemploi et de l'assurance-emploi les plus faibles au Québec, elle dispose toujours de bassins de main-d'œuvre importants.

Les prestataires de l'assistance-emploi

En dépit de la dynamique du développement économique lavallois, il existe toujours un nombre non négligeable de prestataires qui éprouvent des difficultés d'intégration socioprofessionnelle. Ainsi, en octobre 2005, le nombre de prestataires de l'assistance-emploi considérés sans contraintes à l'emploi était de 3950. Comparativement à la même période de l'année précédente, il s'agit d'un recul de 5,8%. Notons que la proportion de prestataires de 25 à 44 ans est supérieure de 10 points de pourcentage à celle que ce groupe d'âge représente dans la population active.

Les prestataires de l'assurance-emploi

En novembre 2005, le nombre de prestataires de l'assurance-emploi aptes et actifs était de 7 649. Il s'agit d'une baisse de 10,4% comparativement à la même période de l'année précédente. La proportion de prestataires dans le groupe des 25 à 44 ans est semblable à celle que ce groupe d'âge représente dans la population active.

Des initiatives du Conseil régional des partenaires du marché du travail

Parmi ces deux bassins de main-d'œuvre, certaines clientèles présentent des caractéristiques qui les rendent encore plus vulnérables face à l'intégration au marché du travail bien qu'elles présentent un bon potentiel d'employabilité. Emploi-Québec poursuit la recherche de solutions appropriées à ces clientèles, notamment les femmes par sa stratégie de développement de la main-d'œuvre féminine, les jeunes par sa contribution à la stratégie Action-Jeunesse, les travailleurs âgés de 45 ans ou plus par la stratégie à leur intention, les personnes handicapées par le développement d'une nouvelle stratégie. De plus, le Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) a choisi d'apporter une attention plus particulière à la clientèle des jeunes de 15 à 29 ans, à celle des personnes immigrantes ainsi qu'aux minorités visibles. Les données du dernier recensement ainsi que celles de l'Enquête sur la population active confirment que ces clientèles sont aux prises avec des problèmes importants d'intégration en emploi.

Un marché du travail métropolitain dynamique qui contribue à l'intégration en emploi

La région de Laval est particulièrement interpellée par le volet métropolitain du marché du travail. La région fait partie intégralement (100%) de la région métropolitaine de recensement de Montréal (RMR). La part de la population de la région dans la RMR est de 10%.

Plus de 60 % des personnes occupées de Laval travaillent à l'extérieur de la région, dont près de 50% à Montréal. La deuxième région en importance où se dirige la main-d'œuvre est celle des Laurentides avec 4%. Par ailleurs, près de 18 000 résidants de Montréal occupent un emploi à Laval. Selon le recensement de 2001, on compte près de 31 000 personnes provenant des Laurentides et de Lanaudière qui travaillent à Laval.

Les secteurs de l'aéronautique, des aliments et de la santé vivent des problèmes suffisamment importants pour l'ensemble des territoires de la RMR de Montréal pour justifier le développement d'actions communes. Ces actions porteront sur la création d'emplois, le maintien en emploi et l'amélioration de la connaissance.

Un plan d'action réaliste qui vise l'atteinte de ses résultats en s'appuyant sur des bassins de main-d'œuvre disponibles et sur une économie favorable à l'intégration en emploi

Depuis quelques années, les besoins en main-d'œuvre de la région de Laval augmentent. Cette situation est le résultat d'une économie en croissance et du remplacement des nombreux travailleurs qui quittent les rangs de la population active pour la retraite.

Ce contexte favorable du marché du travail justifie de poursuivre nos efforts vers le réemploi rapide des personnes en recherche d'emploi. Nombreux sont les emplois semi ou non qualifiés qui ne trouvent pas preneur. Compte tenu des bassins de prestataires, il devient urgent de rapprocher ces clientèles des réalités du marché du travail.

Les interventions dans les entreprises qui vivent des difficultés de recrutement importantes sont aussi au nombre des priorités d'intervention des services aux entreprises. Le vieillissement de la main-d'œuvre reste un des problèmes les plus préoccupants. Des interventions sur la préparation de la relève sont nécessaires notamment concernant le choc des cultures et des générations.

Ainsi, la situation du marché du travail de la région de Laval reste enviable. L'économie génère des emplois diversifiés et, avec un taux de chômage à 8%, on peut penser qu'Emploi-Québec pourra mettre à contribution ses ressources financières dans la recherche de solutions, notamment en misant sur l'insertion rapide en emploi.

Nos Objectifs en matière de main-d'œuvre et d'emploi

Les tendances du marché du travail et les problématiques de nos clientèles viendront teinter nos démarches d'intervention pour la prochaine année. De plus, nos orientations s'inscrivent dans la continuité de celles qui ont été retenues en 2005-2006.

Les orientations nationales d'Emploi-Québec pour l'année 2006-2007 sont :

- 1. Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de Québécoises et de Québécois.
- 2. Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements, notamment démographiques et commerciaux,
- Améliorer la prestation de services aux citoyens.

Les pages suivantes reprennent ces orientations et présentent les stratégies envisagées par notre région pour l'atteinte des objectifs et les cibles de résultats s'v rattachant.



1.1 Maximiser la contribution des services universels d'information sur le marché du travail et de placement à l'insertion en emploi d'un nombre maximal de chômeurs dans les postes vacants.

INDICATEURS ET CIBLES DE RÉSULTATS 2006-2007 :

Nombre de vacances signalées à Placement en ligne : 30 231 soit une hausse de 1,3% par rapport à 2005-2006.

- Augmenter l'utilisation des services en ligne tels que Placement en ligne et Information sur le marché du travail en ligne et à cet effet :
 - Promouvoir les services en ligne auprès des entreprises avant des difficultés de recrutement et auprès des chercheurs d'emploi;
 - Poursuivre, avec la collaboration de nos ressources externes, l'inscription au service de Placement en ligne des clientèles participant à nos mesures et valoriser le recours à cet outil pour la recherche d'emploi:
 - Intégrer aux sessions de groupe destinées à la clientèle prestataire d'assurance-emploi des activités de présentation et d'inscription à Placement en ligne.
- Favoriser, auprès de la clientèle, l'utilisation en libre-service des outils nécessaires à la recherche d'emploi :
 - Encourager l'utilisation de l'information sur le marché du travail en ligne (IMT) pour faire connaître le potentiel d'emploi de la région et pour évaluer le potentiel d'employabilité des personnes en recherche d'emploi;
 - Poursuivre l'élaboration de divers documents utiles à la recherche d'emploi.

1.2 Intervenir rapidement auprès des demandeurs de prestations et des prestataires prêts à occuper un emploi afin d'assurer leur insertion en emploi et de contribuer ainsi au meilleur appariement de l'offre et de la demande de main-d'œuvre.

INDICATEURS ET CIBLES DE RÉSULTATS 2006-2007 :

- · Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec :
 - Total: 9 486 soit une hausse de 4,9% par rapport à 2005-2006
 - Participants de l'assurance-emploi: 6500 soit une hausse de 24,8 % par rapport à 2005-2006
 - Prestataires de l'assistance-emploi: 2 864 soit une hausse de 4,2% par rapport à 2005-2006
 - Personnes immigrantes: 1 887 (nouvelle cible)
- Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec:
 - Total: 4 961 soit une hausse de 6,1% par rapport à 2005-2006
 - Participants de l'assurance-emploi: 2 464 soit une hausse de 8,8% par rapport à 2005-2006
 - Prestataires de l'assistance-emploi: 1 183 soit une hausse de 7,0% par rapport à 2005-2006
- Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec :
 - Total: 45,7 % soit une hausse de 2,7 % par rapport à 2005-2006
 - Prestataires de l'assistance-emploi: 39% soit une hausse de 2,1% par rapport à 2005-2006
 - Personnes immigrantes: 37,4% (nouvelle cible)

- Tirer profit du contexte favorable du marché du travail en intervenant auprès des personnes prêtes à intégrer le marché du travail comme suit;
 - Exposer de manière systématique les clientèles d'Emploi-Québec aux offres d'emploi de la région lavalloise et métropolitaine;
 - Intensifier le soutien à la recherche d'emploi auprès des prestataires de l'assurance-emploi n'ayant pas intégré le marché du travail après une intervention initiale en groupe;
 - Améliorer de façon significative l'accompagnement et le suivi des personnes qui ont terminé une intervention et qui sont toujours sans emploi.
- Adapter notre offre de service pour augmenter les chances des chercheurs d'emploi de trouver un emploi:
 - Mettre à profit l'ensemble des mesures pour intégrer les clients en emploi;
 - Maintenir le nombre de suivis réalisés auprès des entreprises par la Direction des services aux entreprises, dans le but de repérer rapidement les participants à la mesure Subventions salariales qui sont à risque d'abandon ou de mise à pied.

- Mettre au point des activités d'appariement et à cette fin :
 - Organiser à nouveau des événements visant à réunir des employeurs et des chercheurs d'emploi;
 - Poursuivre la pratique visant à permettre aux entreprises qui ont des besoins en main-d'œuvre de faire du recrutement directement dans nos salles multiservices:
 - Intensifier les échanges entre les centres locaux d'emploi et la Direction des services aux entreprises pour aider les entreprises à trouver, parmi nos clients, des personnes pouvant occuper leurs postes vacants.
- Mettre de l'avant la stratégie de recrutement prévue par le concept des Services Emploi Laval visant à informer la population des services de soutien à la recherche d'emplois disponibles sur notre territoire.
- Miser sur l'expertise des ressources externes en employabilité pour les clients qui ont besoin d'une aide spécialisée comme suit :
 - Développer les complémentarités avec les organismes communautaires spécialisés en employabilité et à cet effet :
 - Préciser la nature, l'intensité de l'accompagnement et la durée de l'intervention à réaliser avec les clientèles selon le service prévu;
 - Soutenir davantage ces organismes dans l'atteinte de leurs résultats de retour en emploi.

1.3 Soutenir les personnes à risque de chômage prolongé, notamment celles qui sont à risque d'exclusion et de pauvreté.

INDICATEURS ET CIBLES DE RÉSULTATS 2006-2007 :

- Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base: 1 214 soit une hausse de 4,8% par rapport à 2005-2006.
- Proportion des participants aux mesures de longue durée qui sont des personnes à risque de chômage de longue durée : 75% soit une cible identique à 2005-2006.

- Poursuivre nos efforts pour maximiser nos interventions auprès de la clientèle la plus éloignée du marché du travail.
- Habiliter la clientèle admissible à la mesure Subventions salariales et PRIIME à tirer profit de leur lettre d'admissibilité lors de la recherche d'emploi.
- Établir des stratégies en collaboration avec nos partenaires de la Table éducation/emploi/ressources externes et MICC afin de rentabiliser davantage l'utilisation de la Mesure de formation et à cette fin :
 - Intégrer une activité de validation de choix professionnel et de préparation aux études comme préalable à la participation en Mesure de formation;
 - Améliorer l'accompagnement pendant la participation afin de réduire les abandons et les échecs;
 - Intervenir plus rapidement dans les cas d'absence des participants.
- Poursuivre l'évaluation auprès des finissants de la Mesure de formation.



ORIENTATION Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements, notamment démographiques et commerciaux.

2.1 Assurer une meilleure adéquation de l'offre de main-d'œuvre aux besoins du marché du travail, notamment par l'amélioration des qualifications de la main-d'œuvre et des mécanismes de reconnaissance des compétences.

INDICATEUR ET CIBLE DE RÉSULTATS 2006-2007 :

Nombre de nouvelles ententes de qualification convenues par le Programme d'apprentissage en milieu de travail : 120 soit une hausse de 41,2% par rapport à 2005-2006.

STRATÉGIES ENVISAGÉES POUR ATTEINDRE LES CIBLES 2006-2007 :

- Soutenir l'expansion du programme d'apprentissage en milieu de travail
- Accentuer les activités de promotion visant à mettre en valeur nos interventions dans les entreprises connaissant les difficultés de recrutement, et ce, principalement dans le programme correspondant aux métiers.
- Poursuivre l'amélioration de la formation des compagnons du PAMT en leur offrant des ateliers de formateur interne.

2.2 Contribuer à l'amélioration des pratiques de gestion des ressources humaines et de formation des entreprises de manière à accroître leur productivité, à augmenter leur taux de survie, à maintenir les emplois et à soutenir la création d'emplois à plus grande valeur ajoutée.

INDICATEUR ET CIBLE DE RÉSULTATS 2006-2007 :

Nombre de nouvelles entreprises aidées en vertu des mesures Concertation pour l'emploi ou Formation de la main-d'œuvre - volet entreprises : 139 soit une hausse de 18,8% par rapport à 2005-2006.

- Renforcer les compétences des employeurs en matière de gestion des ressources humaines et à cette fin :
 - Poursuivre la diffusion des sessions Meilleures pratiques d'affaires (MPA), des ateliers sur la gestion prévisionnelle des ressources humaines et la gestion de la diversité culturelle, lesquels sont destinés aux dirigeants d'entreprises et aux travailleurs stratégiques d'une PME;
 - Poursuivre la sensibilisation auprès des employeurs sur le phénomène de la relève et le plan de relève;
 - Promouvoir la formation en gestion des compétences des entreprises en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux employés et en gestion d'équipes de travail multiculturelles;
 - Contribuer à l'adoption de nouvelles pratiques de gestion et de mise en place de conditions favorables aux travailleurs à risque de chômage prolongé.

- Intervenir de manière sectorielle afin de rejoindre un plus grand nombre d'entreprises et à cette fin:
 - Maintenir la collaboration avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE);
 - Maintenir les interventions de nature sectorielle, notamment en gestion des ressources humaines en favorisant la mise en place de regroupements d'entreprises pour encourager la recherche de solutions communes à leurs problèmes;
 - Contribuer avec les régions concernées au développement d'une préoccupation métropolitaine dans les secteurs d'activité repérés.
- Maximiser l'utilisation de la Mesure de formation volet entreprises pour inciter davantage les employeurs à accroître et à diversifier la formation des travailleurs dont l'emploi est menacé.

ORIENTATION

Améliorer la prestation de services aux Lavalloises et Lavallois.

3.1 Mettre en œuvre la Convention de performance et d'imputabilité de la nouvelle agence.

STRATÉGIES ENVISAGÉES ET RÉSULTATS RECHERCHÉS EN 2006-2007 :

- Assurer la continuité du mode de gestion par résultats tout en adaptant nos interventions aux particularités de notre région.
- Mettre en œuvre le plan d'implantation de la convergence et assurer le suivi adéquat auprès du CRPMT.
- 3.2 Miser sur le partenariat pour favoriser l'intégration en emploi des Lavalloises et des Lavallois.

STRATÉGIES ENVISAGÉES ET RÉSULTATS RECHERCHÉS EN 2006-2007:

- Poursuivre la démarche de regroupement des partenaires dans un même lieu en vue d'offrir certains services d'emploi sous la bannière du Service Emploi Laval (SEL).
- Favoriser des rapprochements entre les ressources externes spécialisées en employabilité et les entreprises de Laval :
 - Repérer les conditions gagnantes;
 - Déterminer des éléments d'action et les mettre en œuvre.

Nos objectifs en matière de main-d'œuvre et d'emploi en 2006-2007

- Favoriser le rapprochement entre le milieu scolaire et les entreprises afin de mieux répondre aux problématiques de recrutement et de maintien en emploi de la main-d'œuvre.
- Saisir le Conseil régional des partenaires du marché du travail de la démarche de veille active en vertu de l'adéquation formation-emploi;
 - Déterminer son rôle dans ce dossier et les actions à prendre.
- Déterminer des stratégies à développer avec les partenaires pour les autres pistes de solutions retenues par le Conseil régional des partenaires, mais hors du champ d'intervention d'Emploi-Québec.

3.3 Soutenir la planification locale.

STRATÉGIES ENVISAGÉES ET RÉSULTATS RECHERCHÉS EN 2006-2007 :

- Assurer l'amélioration continue des produits et des outils de planification et de reddition de comptes afin d'en faire des outils de mobilisation.
- Informer davantage le personnel sur l'efficacité de nos interventions visant l'intégration en emploi.
- Assurer une meilleure compréhension de l'utilisation des systèmes pour la saisie des résultats d'emploi à l'interne et à l'externe.

3.4 Accroître l'information sur le marché du travail pour la prise de décision tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel.

STRATÉGIES ENVISAGÉES ET RÉSULTATS RECHERCHÉS EN 2006-2007 :

- Produire un portrait de la clientèle jeune et une fiche descriptive des besoins de la clientèle 45 ans et plus.
- Encourager l'utilisation par le personnel des fiches sectorielles pour connaître les besoins des principales entreprises.
- Organiser une activité d'information sur le marché du travail portant sur les comités sectoriels et la problématique métropolitaine avec la collaboration de la Direction des services aux entreprises à l'intention du personnel des centres locaux d'emploi.

Le budget d'intervention régional

Au moment de rédiger cette partie du Plan d'action régional, le budget initial d'intervention alloué à la région de Laval n'est pas encore connu. L'évaluation qui en est faite est basée sur l'hypothèse d'une réduction de 2% de l'enveloppe nationale 2005-2006 attribuée aux régions en Fonds du Québec, d'une réduction de 2 M\$ de l'enveloppe nationale du Compte de l'assurance-emploi et du maintien de l'enveloppe nationale dédiée aux Contrats d'intégration au travail (CIT). Ces réductions se répercutent sur le budget 2006-2007 alloué à Laval pour chacun des fonds, comme le montre le tableau ci-après.

Le budget initial d'intervention 2006-2007(1)

SOURCE DE FONDS	BUDGET INITIAL	BUDGET INITIAL D'INTERVENTION		VARIATION	
	2006-2007	2005-2006	\$	9/0	
Fonds du Québec	4 634 400 \$	4 643 200\$	-8 800\$	-0,2%	
Compte de l'assurance-emploi	17 910 600 \$	17 929 200\$	-18 600 \$	-0,1%	
BUDGET TOTAL	22 545 000\$	22 572 400\$	-27 400\$	-0,1%	

Le budget en Fonds du Québec lié à la mise en œuvre du programme pour l'intégration des personnes immigrantes et des minorités visibles (PRIIME) sera attribué parallèlement au budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail.

Le budget d'intervention consacré aux mesures et aux services d'aide à l'emploi vise à soutenir les objectifs du PAR établis précédemment et à permettre l'atteinte des cibles de résultats 2006-2007 présentées à l'annexe 2. La détermination de ces enveloppes prend en considération l'historique de la part relative de chaque enveloppe par rapport au budget total de la région, les objectifs retenus par le CRPMT de Laval, le budget disponible et les dépenses prévues pour l'exercice 2005-2006.

Le tableau qui suit présente les investissements planifiés pour les mesures d'aide à l'emploi ainsi que leur part relative par rapport au budget total.

La répartition de l'investissement budgétaire pour les mesures d'aide à l'emploi

	RÉPARTITION DU BUDGET INITIAL		UTILISATION PRÉVUE DU BUDGET		ÉCART
	2006-2007	PART (%)	2005~2006	PART (%)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) - (3)
Aide aux individus					
Ententes de service avec les organismes	6 601 200\$	29,3	6 220 500 \$	29.2	380 700 \$
Mesure de formation – achats de groupe	10 507 100 \$	46,6	10 096 700 \$	47,4	410 400 \$
Contrats d'intégration au travail	720 000 \$	3,3	696 300\$	3,3	23 700 \$
Subventions salariales	1 701 600\$	7,5	1 601 600\$	7,5	100 000 \$
Supplément retour au travail	340 000 \$	1,5	325 900 \$	1,5	14 100 \$
Aide aux employeurs					
Concertation pour l'emploi	2 388 200\$	10,6	2 158 500\$	10,1	229 700 \$
Mesure de formation - employeurs	179 500 \$	0,8	175 600 \$	8,0	3 900 \$
Autres					
Recherche et innovation	7 400 \$	0,0	40 200 \$	0,2	32 800 \$
Réserve	100 000 \$	0,4	0\$	0,0	100 000 \$
TOTAL	22 545 000\$	100,0	21 315 300\$	100,0	1 229 700\$

^{*} Utilisation prévue du budget d'intervention évaluée à partir de l'exercice de planification opérationnelle et budgétaire révisée à la fin de décembre 2005 pour l'exercice 2005-2006.

Les mesures adoptées au cours de la dernière année donneront leur plein rendement en 2006-2007. Elles permettront d'atteindre nos cibles de résultats tout en assurant l'équilibre budgétaire par fonds. Rappelons ces mesures :

- Priorité accordée à l'intégration en emploi de la clientèle afin de mieux répondre aux besoins pressants de main-d'œuvre des entreprises;
- Interventions proactives auprès des clients à la fois prestataires de l'assistance-emploi et admissibles ou participants de l'assurance-emploi (double statut);
- Hausse de l'investissement en formation visant les participants de l'assurance-emploi (admissibles et actifs);
- Autorisation de recrutement direct par les entreprises d'insertion pour les participants de l'assurance-emploi (admissibles et actifs);
- Suivi amélioré des participants de l'assurance-emploi référés par Service Canada aux sessions de groupe afin de soutenir leur retour en emploi;
- Accompagnement des participants à la Mesure de formation qui sont des personnes immigrantes ou qui appartiennent à des minorités visibles.

La répartition du budget d'intervention par unité administrative

Chaque unité administrative d'Emploi-Québec Laval recoit un budget pour offrir les mesures et les services qui relèvent de sa responsabilité. Les frais d'aide à l'emploi en participation sont répartis à partir d'un modèle qui tient compte de la clientèle potentielle à risque de chômage. Ce modèle est également utilisé pour la répartition des cibles de résultats par unité administrative. L'annexe 3 présente la répartition du budget initial d'intervention 2006-2007 par unité administrative.

Pour l'exercice 2006-2007, le nombre d'indicateurs retenus aux fins de la reddition de comptes passe de 21 à 17 indicateurs ciblés. Deux indicateurs de résultats ont été ajoutés pour assurer un suivi des résultats d'intégration en emploi de la clientèle immigrante. L'annexe 2 présente les cibles annuelles de résultats 2006-2007.

Les facteurs de Contingence

Comme il est démontré dans ce plan d'action, Emploi-Québec Laval prend tous les moyens à sa disposition pour atteindre les résultats escomptés. Au moment de l'élaboration de son plan d'action régional 2006-2007, plusieurs éléments comme les ressources budgétaires et les cibles de résultats n'ont pas été confirmés.

La réalisation de ce plan est donc soumise à différentes conditions pouvant influencer les prévisions et l'atteinte des résultats.

Les annexes...

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE REPÉRÉS À DES FINS D'INTERVENTION AUPRÈS DES ENTREPRISES À LAVAL

LA RÉPARTITION DES CIBLES INITIALES DE RÉSULTATS PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE

LA RÉPARTITION DU BUDGET INITIAL D'INTERVENTION PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE





Les secteurs d'activité économique repérés à des fins d'intervention auprès des entreprises à Laval

SECTEUR PRIMAIRE:

Agriculture

SECTEUR MANUFACTURIER:

- Aliments et boissons
- Produits chimiques
- Produits plastiques
- Produits informatiques, électroniques et électriques
- Machines
- Matériel de transport

SECTEUR TERTIAIRE:

- Services professionnels, scientifiques et techniques
- Commerces de détail
- Commerces de gros
- Hébergement et restauration
- Services aux entreprises
- Loisirs
- Santé
- Autres services

L'ANNEXE



La répartition des cibles initiales de résultats par unité administrative

INDICATEURS		RÉGION DE LAVAL	SECTEUR EST	SECTEUR OUEST	SERVICES AUX ENTREPRISES
Accès	aux services aux entreprises				
٧.	Nombre de vacances signalées au Service national de placement	30 231	-	-	30 231
16.	Nombre d'entreprisés nouvellement aidées par les mesures actives	139	-	-	139
17.	Nombre de nouvelles ententes de qualification *	120	-	-	120
Accès	aux services aux individus				
2.	Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec Laval	9 486	4 067	5 419	-
14.	Nombre de nouveaux participants de l'assurance-emploi aux interventions d'Emploi-Québec *	6 500	2 709	3 791	-
7.	Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec, prestataires de l'assistance-emploi	2 864	1 308	1 556	-
10.	Nombre de nouveaux participants aux interventions d'Emploi-Québec, personnes immigrantes	1 887	770	1 117	-
	Proportion des participants aux mesures de longue durée répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	75,0%	75,0%	75,0%	-
3.	Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	1 214	521	693	-
Effica	cité des interventions				
5,	Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	4 961	2 057	2 904	-
	Nombre de participants de l'assurance-emploi en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	2 464	996	1 468	-
	Nombre de prestataires de l'assistance-emploi en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	1 183	526	657	_
4.	Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	45,7 %	44,2%	46,9%	-
8.	Taux d'emploi des prestataires de l'assistance-emploi ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec *	39,0%	37,9%	39,9%	-
11.	Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec	37,4%	36,3%	38,2%	-
Efficie	ence des interventions				
	Prestations non versées à l'assistance-emploi à la suite d'une intervention d'Emploi-Québec visant un retour en emploi	4 008 000\$	1 781 519\$	2 226 481 \$	_
	Prestations non versées à l'assurance-emploi à la suite d'une intervention d'Emploi-Québec visant un retour en emploi	7 569 000\$	3 060 675\$	4 508 325\$	-

^{*} Cible retenue par la région de Laval non encore confirmée.

L'ANNEXE



La répartition du budget initial d'intervention par unité administrative

SOURCE DE FONDS	RÉGION DE LAVAL	SECTEUR EST	SECTEUR OUEST	SERVICES AUX ENTREPRISES RÉGIONALISÉS
Fonds du Québec	4 634 400 \$	1 035 300\$	1 968 100\$	1 631 000 \$
Compte de l'assurance-emploi	17 910 600\$	6 367 700\$	7 603 300 \$	3 939 600 \$
BUDGET TOTAL	22 545 000\$	7 403 000\$	9 571 400\$	5 570 600\$